



La lettre de l'Association de Culture Berbère

Mars 2020

« Cette merveilleuse providence des couleurs, il faut bien l'appeler terre »*

Ainsi il suffirait d'apprendre l'arabe pour enrayer le communautarisme, et même pour éviter le « séparatisme ». C'est du moins ce que professe l'ex ministre de la Culture et de l'Education nationale de l'ère mitterrandienne et actuel président de l'Institut du monde arabe. Jack Lang dans un livre récent milite pour un enseignement de l'arabe à l'école (Le Point du 13 février 2020). Reste qu'il sera préférable de baragouiner l'arabe de Kateb Yacine, de Driss Chraïbi, de Mohamed Choukri ou d'Assia Djebbar que celui d'un Tarek Ramadan ou d'une Houria Bouteldja. Dans son livre paru en 2010, le romancier et universitaire Fouad Laroui (*Le Drame linguistique marocain*, Le Fennec) en brosse quelques enjeux. A commencer par ce constat : l'arabe classique ou moderne n'est la langue maternelle de personne. Les langues, comme les religions, ne tombent pas du ciel... elles sont ce que les hommes décident d'en faire.

L'arabe donc. Puisque selon l'entendement commun elle constitue une langue importante au sein des immigrations nord africaines. Mais alors pourquoi pas le turc ? Le persan ? L'haoussa ? Pourquoi pas tamazight qui, selon l'enquête *Faire France* de Michèle Tribalat (1995), est la langue d'au moins un tiers des populations originaires d'Algérie. Faut-il comprendre que la langue qui doit être enseignée aux plus jeunes, soit déconnectée des réalités culturelles, sociologiques de l'immigration – et de la

société en générale - renvoyée, comme un seul homme (ou une seule femme), à une seule langue, au même dieu, au terrible vertige de l'Unique ?



Muhend U Yehya : « l'essentiel est de vivre, subsister, survivre ici et maintenant »

Du renvoi à l'enclos, il n'y a qu'un pas. Cette question de la différence - ici linguistique - est une vieille affaire. Hier, justement sous le ciel nuageux des « années Tonton », les cultures d'origine et le droit à la différence renvoyaient aux exotiques tamtams et autres danses du ventre. Aujourd'hui, on élève le niveau mais la logique est la même. On mélange tout, uniformise à tout va et laisse à l'écart : congédier les autres langues de l'immigration ! Eloigner de l'agora et du commun. Et voilà que le président Macron, le 18 février à Mulhouse, découvre les méfaits des ELCO (enseignements en langues et culture d'origine) ... quelques trente années après que l'ACB en ait dénoncé les dérives, les risques et les effets.

Reste la question : est-ce à l'école

de la République de prendre en charge l'enseignement des langues d'origine quand elle a déjà bien à faire pour construire des citoyens de raison (relire Condorcet), travailler au commun, permettre aux jeunes de grandir en harmonie avec leur entourage ? Comme le disait Muhend U Yehya dans un entretien donné à notre magazine Tiddukla : « la préoccupation qui est de chercher ses racines ne doit pas cacher l'essentiel qui est de vivre, subsister, survivre ici et maintenant ». Pas sûr dès lors que ce soit à l'école d'apprendre l'arabe à quelques élèves, français, appelés à vivre en France. D'autant plus que cela peut aussi conduire à un autre « séparatisme », au sein même des établissements, entre celles et ceux qui suivraient lesdits enseignements et les autres. Pour construire du commun il doit y avoir mieux.

Comme le suggère Coline Rosdahl, responsable du matériel pédagogique de l'association Dulala qui « propose des ressources et ateliers aux familles et personnels de l'éducation pour valoriser la diversité des langues et cultures chez les enfants » : « Lors de l'éveil aux langues des plus petits, on développe leurs compétences sociolinguistiques (tolérance, ouverture aux autres...) et métalinguistiques (observation et analyse de la langue). Toujours en comparant avec le français, dont ils découvrent les spécificités. Les activités concernent évidemment tous les enfants. (Suite p.2)